



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-prestigieux-Nobel-encore>

Actualité

Le prestigieux Nobel encore détourné

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1103 - novembre 2009 -

Date de mise en ligne : lundi 30 novembre 2009

Description :

Christian Aubin se souvient que Nobel voulait que son prix de la Paix récompense une action avérée, ce qui n'était déjà pas le cas pour Kissinger ...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La décision d'attribuer le prix Nobel de la Paix, le 10 octobre 2009, à Barack Obama, a donné lieu à un concert de louanges parmi les dirigeants de l'alliance atlantique. Mais ce choix étonnant a également suscité incrédulité et consternation de par le monde. C'est en effet une décision manifestement politique et partisane et il est bon de rappeler qu'elle contredit la volonté d'Albert Nobel qui était de récompenser par son prix une action militante avérée en faveur de la paix. Cette fois, le comité Nobel a choisi de transformer la distinction prestigieuse en brevet de bonnes intentions pour chef d'État. Pourtant, il y a quatre ans, constatant que par le passé, certains lauréats avaient bafoué le droit international postérieurement à la réception de leur prix, le Comité Nobel avait décidé de ne plus récompenser un acte particulier mais d'honorer uniquement des personnalités ayant consacré leur vie à la paix. Comme de toute évidence ce n'est pas le cas, on est en droit de s'interroger sur le sens de ce retournement à 180 degrés dans les principes d'attribution du Nobel appliqués par son comité actuel.

Barack Obama est parvenu à la tête de la Nation la plus puissante de la terre quelques mois seulement avant sa "nobellisation". Une mise en scène grotesque où sa fille entre et dit : "Papa, tu es prix Nobel de la paix" tente de nous faire croire qu'il en est le premier surpris ! C'est en effet ce qui devrait être le cas dans un monde honnête, tant on est loin dans la pratique des promesses électorales lénifiantes et des beaux discours d'investiture : rien n'a été concrètement réalisé de significatif allant dans le sens de la paix. Au contraire, on doit malheureusement considérer que le Président et son administration portent la lourde responsabilité de la poursuite du déploiement des actions belligérentes des États-Unis partout dans le monde, en droite ligne des axes politiques de G.W.Bush : les libertés civiques sont toujours violées au nom de la guerre contre le terrorisme, la détention abusive et les assassinats ont toujours cours, l'espionnage du citoyen sans mandat est toujours au programme, l'Irak est toujours occupé et on y meurt toujours autant, comme en Afghanistan, et maintenant au Pakistan, où l'escalade militaire américaine déstabilise dangereusement une région très sensible. La politique criminelle d'Israël à l'encontre du peuple palestinien a toujours le soutien indéfectible de Washington.

Ce n'est donc pas un champion de la Paix que le comité Nobel a distingué en la personne du Président Obama, mais bien sa tentative pour restaurer une image positive des États-Unis, fortement ternie par l'unilatéralisme agressif de l'administration Bush. Le comité Nobel apporte ainsi sa caution morale à la manière "plus raffinée" de la nouvelle administration. Elle tente de masquer ainsi les objectifs impérialistes et géostratégiques inchangés des forces dominantes du capitalisme mondial et les préparatifs du pouvoir américain pour durcir les conditions de cette domination, sachant que le développement de la crise le conduira à affronter des tensions internationales et aussi nationales, de plus en plus violentes.

À l'évidence, seuls des peuples souverains pourraient faire cesser les escalades répressives et militaires en cours. Mais les citoyens ne sont pas les bienvenus sur le terrain politique, quand les intérêts des multinationales américaines sont en jeu. Il n'est certainement pas inutile de rappeler à ce sujet qu'en 1973 le prix Nobel fut attribué à Henry Kissinger, alors Secrétaire d'État du président des États-Unis, Richard Nixon. Or, cette même année 1973 fut celle de la "si délicate" installation du tortionnaire Pinochet et de sa junte au pouvoir au Chili pour 17 longues années de dictature sanguinaire. Il ne fait plus aucun doute pour personne que les États-Unis, champion du "monde libre" d'alors, ont fortement contribué à l'organisation, la planification et le financement du coup d'État d'une extrême violence qui renversa le gouvernement progressiste et démocratiquement élu de Salvador Allende et provoqua du même coup la mort de celui-ci. D'ailleurs, malgré son prix Nobel, Henry Kissinger n'ose plus aujourd'hui, se rendre dans les pays où il risque d'être arrêté en tant que criminel de guerre présumé. Il a en effet dirigé la politique étrangère des États-Unis dans cette période où les dictatures militaires inféodées à Washington faisaient régner la terreur, non seulement au Chili mais également en Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay et Uruguay, avec massacres, tortures et disparitions des opposants politiques à très grande échelle. Les familles de victimes et disparus, de par le monde, réclament que Henry Kissinger soit jugé pour son implication dans ces menées criminelles de très grande envergure.

Le prix Nobel reste donc, avant tout, un outil de propagande qui légitime la guerre, les conflits et l'ordre

socio-économique du capitalisme triomphant.